

21.05.2008 – 14:30 Uhr

Rapport sur les perspectives à long terme des finances publiques - Noircir le tableau à long terme et à court terme, distribuer des cadeaux fiscaux à tour de bras

Bern (ots) -

Les pronostics pessimistes du Conseil fédéral et de la droite concernant l'AVS sont démentis année après année. Car l'AVS ne cesse d'enregistrer des milliards d'excédents de recettes, quand ces pronostics annoncent des déficits... Alors qu'il n'est manifestement pas même en mesure de pronostiquer de manière un tant soit peu pertinente l'évolution financière de l'AVS pour les dix prochaines années, notre gouvernement continue à rédiger des scénarios lugubres pour jusqu'en 2050. Résultat des courses : l'inquiétude et la peur se répandent alors au sein de la population, ce qui permet de justifier l'application de programmes d'austérité comme le réexamen des tâches de la Confédération. Celles et ceux qui ne veulent pas d'une Suisse sociale se réjouissent. On leur fournit ainsi de la munition pour tirer sur l'AVS et les institutions et tâches sociales.

Le rapport précité ne pipe mot des recettes de la Confédération. Étant donné la myopie dont témoignent les cadeaux fiscaux distribués à tous les milieux capables de développer n'importe quelle argumentation en ce sens, il serait urgent et nécessaire de procéder à l'examen des recettes de la Confédération. L'exemple le plus récent est celui des rabais fiscaux accordés sur les options des col-laborateurs. Alors que la crise bancaire a montré sans équivoque aucune qu'indemniser les managers avec des options encourage les comportements les plus risqués et leur cortège de conséquences néfastes pour l'économie, les bénéficiaires de gros revenus payeront à l'avenir moins d'impôts. Cela, quand bien même la réforme de l'imposition des entreprises II n'est pas encore entrée en vigueur.

De ce fait, les « perspectives à long terme » publiées aujourd'hui sont une attaque contre les institutions sociales de notre pays. En effet, si le Conseil pensait sérieusement à demain, on devrait en trouver trace dans la politique fiscale d'aujourd'hui.

Contact:

Manuela Bruderer (031 377 01 11 ou 076 543 86 36), secrétaire centrale de l'USS, et Daniel Lampart (031 377 01 16 ou 079 205 69 11), rédacteur de l'USS, se tiennent à votre disposition pour tout complément d'information.